



**PRÉFET
DE LA SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 Chambéry

Chambéry, le 21 juin 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GRANULATS VICAT

4 Rue Aristide Bergès
B.P. 33
38080 L'Isle-d'Abeau

Références : 20240502_RAP_InspCALYPSO_StMartinLaPorte_Complet.odt
Code AIOT : 0006101597

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/05/2024 dans l'établissement GRANULATS VICAT implanté Lieu-dit "Calypso" 73140 Saint-Martin-de-la-Porte. L'inspection a été annoncée le 22/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRANULATS VICAT
- Lieu-dit "Calypso" 73140 Saint-Martin-de-la-Porte
- Code AIOT : 0006101597
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation de la carrière est autorisée par arrêté préfectoral du 03 mai 2022. En parallèle, le projet a fait l'objet d'un arrêté préfectoral de défrichement du 2 mai 2022.

Pour autant et au regard des recours contentieux en cours sur ce dossier, les opérations d'extraction n'ont pas pu démarrer. Seules des activités de traitement et de transit des matériaux présents sur le carreau inférieur sont effectives.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conditions générales d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 03/05/2022, article 1.8.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 03/05/2022, article 1.10.7	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 03/05/2022, article 71.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation de la carrière CALYPSO par la société GRANULATS VICAT s'inscrit à ce jour dans un contexte particulier marqué par des recours contentieux sur les actes administratifs qui régissent les activités du site. Pour autant et compte tenu des activités exercées sur site, il apparaît opportun que l'exploitant puisse clarifier ou justifier du respect d'un certain nombre de prescriptions réglementaires qui s'appliquent dès à présent et notamment de la tenue d'un plan d'exploitation à jour, des mesures spécifiques mises en œuvre concernant l'ancien four à chaux et de la mise en œuvre du pasage d'exploitation sur la partie remblaiement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions générales d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2022, article 1.8.2
Thème(s) : Situation administrative, Plans
Prescription contrôlée : Un plan d'échelle adaptée à la superficie est établi par l'exploitant. Sur ce plan sont reportés les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;• les voies d'accès et chemins menant à la carrière ;• les bords de la fouille ;• les courbes de niveau ;• les cotes d'altitude des points significatifs (niveau du fond de fouille...) ;• les dates des levés topographiques ;• les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ;• l'emprise des infrastructures (installations de traitement des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes ;• la dénomination des parcelles cadastrales concernées ;• l'emplacement exact du bornage ;• la position des dispositifs de clôture et autres dispositifs d'interdiction de l'accès aux zones dangereuses• les zones de stockage des déchets d'extraction (déchets inertes et terres non polluées générés par l'activité extractive (résidus, stériles, morts-terrains et couche arable)) ;• les zones de stockage de déchets inertes issus d'apports extérieurs ;• les bassins versants et réseaux de collecte des eaux pluviales en accord avec l'orientation des fronts de taille, figurée en annexe 9, et incluant le dimensionnement des fossés. Ce plan est réalisé par un géomètre, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état. Un plan de coupe (profils réalisés dans la direction de la plus grande pente), avec des échelles horizontales et verticales égales, visant notamment à appréhender les pentes de stabilité naturelle des fronts d'exploitation Ces plans (et annexes) sont mis à jour au moins une fois par an et copie en est adressée à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (Unité Interdépartementale des deux Savoie). Un exemplaire est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Depuis la notification de l'arrêté préfectoral du 03/05/2022, un certain nombre d'opérations de

traitement et transit de matériaux a été opéré sur le carreau inférieur de la carrière. Dans ce contexte, l'exploitant a été en capacité de modifier le profil de ce carreau. Pour autant, aucun plan d'exploitation mis à jour n'a été, à ce jour, transmis au service d'inspection des installations classées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de faire parvenir au service d'inspection des installations classées un plan à jour prenant en compte les dernières modifications apportées au périmètre ICPE de la carrière CALYPSO.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Gestion de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2022, article 1.10.7
Thème(s) : Autre, Mesures spécifiques à l'ancienne usine à chaux
Prescription contrôlée : Les mesures ME_2 et MC_2 relatives à l'impact paysager, telles qu'elles apparaissent proposées dans le dossier, sont abandonnées. Sous un délai de 12 mois après la mise en service des installations, l'exploitant met en œuvre les actions nécessaires à la démolition de l'ancienne usine à chaux, sous réserve de l'obtention des autorisations requises par le code de l'urbanisme.
Constats : Au jour de la visite d'inspection, aucune opération d'extraction n'a pu être initiée. Pour autant, des opérations de traitement et de transit des matériaux réalisées sous couvert de l'arrêté d'autorisation préfectorale du 03/05/2022 ont été menées. La mise en service des installations peut donc être considérée comme effective sur une partie des activités autorisées. Dans ce contexte et considérant le délai des 12 mois après la mise en service des installations, l'exploitant doit être en mesure de se positionner vis à vis de l'article 1.10.7 de l'arrêté préfectoral relatif à la mise en oeuvre des mesures spécifiques liées à l'ancienne usine à chaux.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de se positionner quant à la prescription relative aux "actions nécessaires à la démolition de l'ancienne usine à chaux" en précisant au service d'inspection des installations classées les mesures mises en œuvre à ce stade en ce qui concerne ce bâtiment.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Conditions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2022, article 71.3
Thème(s) : Autre, Remblayage
Prescription contrôlée : Le remblaiement partiel du carreau inférieur de la carrière sera réalisé dès les premières années de l'autorisation. Les déchets inertes utilisés proviendront de chantiers locaux extérieurs, et seront acheminés vers le site via des camions qui emprunteront le pont d'accès. Ils seront mis en place directement sur le carreau inférieur.
Constats : La visite d'inspection a mise en évidence la présence d'un certain nombre de dépôts de matériaux présent à l'intérieur du périmètre ICPE et à l'extérieur sur des parcelles, propriété de la société VICAT.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Afin de clarifier la situation quant à la mise en œuvre des opérations de remblaiement et au respect du phasage associé, il est demandé à l'exploitant de justifier des actions déjà engagées vis à vis du phasage d'exploitation, en particulier en ce qui concerne le remblaiement partiel du carreau inférieur à l'aide de déchets inertes extérieurs valorisés.
Type de suites proposées : Sans suite